



Barbara Garbarczyk
Chargée de projets
Éducation Permanente



Analyse 2015

DOSSIER « LES MOTS DE L'ES »

Les mots de l'économie sociale : usages politiques et médiatiques

Les mots de l'économie sociale : essai d'auto-analyse

LES MOTS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE : ESSAI D'AUTO-ANALYSE

« Il y a un autre monde mais il est dans celui-ci »
Paul Eluard.

Cela vous arrive sûrement (d'avoir envie) de répondre « blablabla » quand vous écoutez la radio, un grand patron à la télévision ou encore des discours politiques. Maintenant, regardons-nous dans le miroir : qu'en est-il de nous, dans nos échanges quotidiens, dans nos pratiques ? Avec quels mots nommons-nous le monde ? Sommes-nous conscients du poids des mots que nous utilisons ? Il faut le reconnaître, les acteurs de l'économie sociale ne sont parfois pas exempts de manier avec une certaine habileté ce qu'on nomme « la langue de bois »...

Après avoir étudié les mots utilisés par les pouvoirs politiques et médiatiques pour parler de l'économie sociale¹, cette analyse propose de décortiquer notre propre langage quotidien, peut-être moins innocent qu'il n'y paraît !

POURQUOI EST-CE IMPORTANT DE VEILLER À NOTRE PROPRE LANGAGE ?

Nombreuses sont aujourd'hui les voix qui contestent le langage utilisé par les pouvoirs économiques, politiques et médiatiques pour façonner (et disons-le franchement, imposer) l'idéologie néolibérale². En 2003 déjà, l'économiste Serge Latouche appelait à « *décoloniser notre imaginaire* »³, et cela ne peut se faire sans une « décolonisation du langage ».

Pourquoi ce qui, au premier abord, peut paraître de l'ordre du détail, voire du pinaillage, revêt en réalité un enjeu fondamental ? En général, ce sont les mots qui nous aident à formuler nos pensées, et non nos pensées qui créent sans cesse de nouveaux mots. Autrement dit, nous pensons avec les mots que nous avons, et donc que nous entendons. Les mots ne sont pas neutres, et véhiculent toujours une certaine idéologie. Si nous ne nous réapproprions pas notre langage, le risque est alors de laisser la parole à ceux qui nous dominent, et de finalement nous aussi parler comme eux. C'est pourquoi il est important de veiller à notre langage. Antonio de la Fuente, de l'ONG Iteco, en critiquant le

¹ Voir « Les mots de l'économie sociale : usages politiques et médiatiques », disponible sur www.saw-b.be

² Voir par exemple le projet de décortiquer « les mots du pouvoir » par le mouvement anti-austérité Tout Autre Chose : www.toutautrechose.be

³ S. LATOUCHE, *Décoloniser l'imaginaire : La Pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Parangon, 2003.

« jargONG »⁴, explique que « *derrière les mots que nous utilisons aujourd'hui couve la manière dont nous nous définirons demain* ». Et bien entendu, ce qui est valable dans le champ de la coopération l'est également dans celui de l'économie sociale.

Si dans la première analyse de ce dossier, nous avons essayé de décortiquer les mots utilisés par les pouvoirs pour parler de l'économie sociale, nous souhaitons cette fois tenter un exercice d'autocritique en analysant les propres mots que nous utilisons. Mais nous ne partons pas de rien. Nous l'avons vu dans une précédente analyse, les termes même « économie sociale », « entreprise sociale » ou encore « entrepreneuriat social » ne recouvrent pas toujours les mêmes réalités et les mêmes enjeux⁵. De même, lors de la conclusion de notre étude 2014 « ... et qu'est-ce que ça change ? », nous disions déjà qu'il « *n'existe pas d'alternatives sans langue, sans langage alternatifs* »⁶. Ou encore lors d'une de nos journées d'animations en 2014, nous avons proposé un atelier sur la « langue de bois »⁷ au travail.

NOUS AVONS SELECTIONNÉ POUR VOUS...

Voici donc quelques mots ou expressions que l'on entend souvent dans la bouche des acteurs de l'économie sociale. Il ne s'agit ni de stigmatiser celles et ceux qui les emploient, ni d'arrêter à tout prix de les utiliser. Le but de l'exercice sera plutôt de prendre du recul par rapport à leur usage : à l'image du caricaturiste, en grossissant certains traits, on permet également de faire réfléchir et de questionner les évidences.

« Alternative »

Face au tristement célèbre TINA (« There Is No Alternative »⁸) de Margaret Thatcher, certains répondent TATA (« There Are Thousands of Alternatives »⁹). Et effectivement, s'il y a bien un mot que militants en tout genre adorent, c'est bien le terme « alternative » : « nous sommes une alternative », « nous proposons des alternatives », « l'alterconsommation, des médias alternatifs », « solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises »... L'économie sociale se présente également comme une « alternative économique ». D'ailleurs, le mot est tellement en vogue que nombreux sont ceux qui n'hésitent pas à l'apposer à tout type de produits et de services à des finalités plutôt commerciales qu'alternatives¹⁰. Est-ce parce qu'on fait quelque chose en dehors de grandes multinationales qu'on fait forcément quelque chose d'intéressant, d'alternatif ? Et c'est tout le piège du mot : séduisant mais aussi flou et donc facilement récupérable. On se cache volontiers derrière, en oubliant parfois de dire « alternative à quoi ? »¹¹. N'est-ce pas une manière de fuir le conflit, d'éviter de présenter clairement ce

⁴ Comprendre « jargon » + « ONG ». Antonio de la Fuente travaille à ITECO, Centre de formation pour le développement et la solidarité internationale. Pour l'article complet : <http://www.iteco.be/antipodes/Quarante-ans-d-ITECO/Court-voyage-a-travers-les-mots-a>

⁵ Voir notre analyse « Economie sociale, entreprise sociale, entrepreneuriat social : les enjeux d'une évolution » (2014), téléchargeable sur www.saw-b.be.

⁶ « ... et qu'est-ce que ça change ? Récits de l'économie sociale » (2014), téléchargeable sur www.saw-b.be.

⁷ Atelier animé par la JOCF de Charleroi, auteure d'un petit guide intitulé « Repères anti-langue de bois à l'usage des désintoxiqués ». Plus d'infos : <http://joc.be/federation/charleroi/>

⁸ « Il n'y a pas d'alternative » : « Ce slogan signifie que le marché, le capitalisme et la mondialisation sont des phénomènes nécessaires et bénéfiques et que tout régime qui prend une autre voie court à l'échec. » (Wikipédia).

⁹ « Il y a des milliers d'alternatives ». Notons au passage que contrairement à l'anglais « alternative » qui désigne chacune des possibilités face à une situation, le mot « alternative » en français désigne le fait de choisir entre deux possibilités. Cependant, on note que la définition anglaise a une énorme influence sur l'utilisation qu'on en fait en français. <http://1000images1000mots.blogspot.be/2011/04/une-alternative-deux-choix.html>

¹⁰ Pensons par exemple à certaines agences de « tourisme alternatif », qui jouent sur l'image d'authenticité... authenticité bien mise en scène, et qu'il faudra payer cher !

¹¹ Le même problème se pose d'ailleurs avec l'utilisation du mot « transition » : transition vers quoi ?

contre quoi on s'oppose ? Cherche-t-on une alternative au capitalisme ou un capitalisme à visage humain ?

« (Bonne) gouvernance »

Jusque dans les années nonante, que ce soit pour des institutions ou des entreprises, il y avait d'un côté le *gouvernement* de l'organisation (c'est-à-dire le pouvoir décisionnaire, qui détermine les grandes stratégies, un pouvoir somme toute profondément politique), et de l'autre la *gestion* de l'organisation (c'est-à-dire la mise en place technique des décisions prises par le gouvernement). Mais les politiques néolibérales ont également touché notre langage : à présent, plutôt que d'avoir deux termes distincts, on utilise le terme imprécis « gouvernance »¹². Né au sein de l'entreprise en vue d'améliorer son rendement (notamment via une rationalisation des coûts), le terme gouvernance est rapidement également utilisé dans des institutions publiques ou des organismes internationaux comme la Banque Mondiale ou le FMI¹³. « Le terme 'gouvernance' implique une autre manière de gouverner qui prenne en compte 'la société civile'. Selon la 'gouvernance', on est censé être ensemble dans le même bateau. En revanche, ce terme ne dit pas que nous n'avons pas tous la même place dans ce bateau. Une petite ONG ne fait pas le poids face à un grand lobby »¹⁴ nous explique Olivier Starquit, auteur¹⁵ et altermondialiste belge. En d'autres termes, la gouvernance impose des solutions techniciennes soi-disant neutres qui masquent les réels rapports de pouvoir. C'est comme si des procédures remplaçaient des chefs. Selon le sociologue Jean-Pierre Gaudin, la gouvernance ne serait finalement qu'une rigueur gestionnaire avec un supplément d'âme participatif¹⁶.

Cependant, ce terme reste séduisant, et dans ce contexte, certaines entreprises sociales, attachées au concept de démocratie économique, n'hésitent pas à mettre en avant leur « bonne gouvernance ». Si la démarche est souvent emprunte de bonne volonté, ce changement linguistique peut apparaître comme problématique : peut-on promouvoir la démocratie en entreprise en y apportant uniquement une réponse technicienne, gestionnaire ? Peut-on se battre pour une entreprise démocratique en utilisant un terme qui vise justement à l'empêcher de le devenir ? Car « la gouvernance traduit bien la destruction de ce qui impliquait une responsabilité collective, c'est-à-dire la politique. Il ne s'agit plus de politique mais de gestion » affirme la philosophe Isabelle Stengers¹⁷.

« Insertion (socioprofessionnelle) »

À l'origine de ce qu'on appelle aujourd'hui « l'insertion » en économie sociale, il y avait des bénévoles qui, outrés par l'exclusion de beaucoup de personnes du système, et en particulier de jeunes précaires, ont décidé de s'unir et de les aider, leur proposer de faire « quelque chose »¹⁸. Leur but ? Faire en sorte que ces jeunes retrouvent une certaine autonomie, s'émancipent, trouvent leur voie. Noble cause, cela va sans dire. Depuis, les « politiques d'insertion » se sont multipliées. Mais le terme même « insertion » pose de nombreuses questions. Tout d'abord, il suppose qu'il y a des personnes dans la société, et des personnes en dehors de la société, et donc qu'il n'y aurait pas de place pour tout le

¹² Le Larousse nous dit d'ailleurs qu'il s'agit de « l'action de gouverner » et « une manière de gérer, d'administrer » : le dosage de l'un et l'autre est donc flou. www.larousse.fr

¹³ R. CANET, 16 mars 2004, « Qu'est-ce que la gouvernance ? ». Conférences de la Chaire MCD. En ligne: <http://www.chaire-cd.ca>.

¹⁴ O. STARQUIT, « La novlangue néolibérale », analyse Barricade, décembre 2010, à consulter sur <http://www.barricade.be/publications/analyses-etudes/novlangue-neolibérale>

¹⁵ Par exemple, O. STARQUIT, *L'individu privatisé*, Espace de libertés, Bruxelles, 2009.

¹⁶ J-P GAUDIN, *Pourquoi la gouvernance ?*, Paris, Presses de la FNSP, coll. La bibliothèque du citoyen, 2002, p.11

¹⁷ I. STENGERS, *Au temps des catastrophes, résister à la barbarie qui vient*, Paris, Les empêcheurs de penser en rond, 2009, p.67.

¹⁸ Pensons par exemple à « Quelque chose à faire » à Monceau sur Sambre, devenue depuis entreprise de formation par le travail.

monde. Le moyen de « s'insérer », c'est de trouver un emploi. Le risque, c'est que l'on confonde emploi et émancipation, et qu'un des moyens (l'emploi) devienne la fin, l'objectif à atteindre à tout prix, en évinçant au passage la question du sens de l'emploi qu'on acquiert : est-il utile ? Est-il épanouissant ? Est-il adapté à la personne ? Les conditions sont-elles correctes ? En effet, « *il faut s'inquiéter particulièrement de la réduction de l'activité de travail à un simple emploi (en particulier à la seule dimension de la rémunération et du « pouvoir d'achat » qu'elle permet)* »¹⁹. La lutte pour l'émancipation peut-elle donc se réduire à des processus de réinsertion dans l'emploi²⁰ ?

« Participation »

Qui dit démocratie dit participation. Cela semble aller de soi : pourtant, avez-vous remarqué que le terme « démocratie participative » est régulièrement employé ? Quelle est la démocratie à laquelle on ne participe pas ? Ce qui est vrai politiquement l'est aussi pour l'entreprise, et l'un des objectifs de l'économie sociale est effectivement d'instaurer des entreprises démocratiques, et donc avec des processus participatifs²¹ : droit de vote aux Assemblées Générales (AG), réunions d'information et d'organisation... Encore faut-il se mettre d'accord sur ce que participer veut dire : on décide de la couleur des murs ou de la distribution des dividendes ? On prépare soi-même le planning de travail ou on décide des orientations stratégiques de l'entreprise ? On participe au capital de l'entreprise ? On participe au gouvernement ou à la gestion (voir entrée « gouvernance ») ? Par ailleurs, décréter la participation ne suffit pas. Notre société est ainsi faite qu'il existe peu d'espaces de délibération, de débats où chacun apprend à écouter, à s'exprimer et à prendre des décisions constructives communes. Il est donc difficile de créer un microcosme démocratique dans une entreprise, quand tous les autres aspects de la société (éducation, politique...) n'y poussent pas. Et ce travail d'apprentissage au sein de l'entreprise représente un investissement (en temps et en argent) que certaines entreprises sociales ne peuvent ou ne veulent pas faire²². Ainsi, le risque est de se retrouver par exemple à une AG qui reste une formalité et où très peu de personnes s'expriment²³. Pour éviter qu'elle ne reste qu'une jolie étiquette ornementale, participation devrait donc toujours rimer avec... apprentissage de la participation !

« L'ÉCONOMIE SOCIALE » : DE LA LANGUE DE BOIS EN SOI ?

Nous ne sommes pas les seuls à réfléchir à notre langage, aux mots qu'on emploie parfois sans y penser. L'ex-SCOP Le Pavé²⁴, célèbre pour son travail d'éducation populaire, proposait même un « dictionnaire de la langue de bois ».

¹⁹ Voir notre étude « ... et qu'est-ce que ça change ? Récits de l'économie sociale », 2014, p.108.

²⁰ Et une proposition dans le « Dictionnaire de la langue de bois » de l'ex-SCOP Le Pavé (<http://www.scoplepave.org/dictionnaire-de-la-langue-de-bois-98>) : « Il serait donc infiniment plus intéressant plutôt que d'utiliser le terme d'insertion, de faire appel au concept d'intégration critique. De ce point de vue, dans une mission locale pour l'emploi, plutôt que de trouver un travail de balayeur de cheveux chez un coiffeur, d'expliquer aux jeunes qu'il n'y a pas d'emploi parce qu'il a été méthodiquement détruit depuis une vingtaine d'années par le patronat, et de travailler avec eux à une compréhension des mécanismes de sélection sur le prétendu "marché du travail"... On verrait alors ces jeunes commencer à s'intégrer ! En faisant de la politique. »

²¹ Dans le décret relatif à l'économie sociale de 2008, le « processus de décision démocratique » est un des 4 critères qui définit une entreprise sociale (au côté de « la finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit », « autonomie de gestion », « primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus »).

²² À ce sujet, voir le Cahier de l'Observatoire transfrontalier de l'ESS N°4 : « Les travailleurs participent-ils à la gestion des entreprises ? », disponible en ligne : <http://www.observatoire-es.be/wp-content/uploads/2012/05/Les-travailleurs-participent-ils-%C3%A0-la-gestion-de-leur-entreprise-Cahier-OES.pdf>

²³ Voir notre analyse de 2009, « La participation des travailleurs à les gestion. Prolonger la réflexion », disponible sur www.saw-b.be, ainsi que J. CHARLES, « Les charges de la participation », *SociologieS* <http://sociologies.revues.org/4151>

²⁴ La SCOP Le Pavé s'est auto-dissoute fin 2014, mais elle a fait des petites : La trouvaille (www.la-trouvaille.org) et Le Contrepied (www.lecontrepied.org).

Voici ce qu'on peut y lire à la lettre « E » :

*« **Économie sociale et solidaire** : Probablement une des dernières meilleures blagues de la décennie écoulée ! Dans son désir pathétique de faire partie de la grande famille économique - c'est à dire de se marchandiser tout en faisant semblant d'avoir une âme - la « vie associative » s'est mise à se revendiquer d'une économie qui ne serait pas méchante comme celle du vilain capitalisme, mais « sociale » et « solidaire »... Un capitalisme à visage humain en quelque sorte, mais dont les dirigeants nous rabâchent les oreilles du « poids économique », et de la reconnaissance qui tarde à se faire admettre à la table des grands. Disons-le tout net, l'économie sociale et solidaire n'existe pas ! Empruntons au sociologue Matthieu Hély²⁵ son explication limpide. Derrière les célébrations du monde associatif, la promotion de « l'économie sociale et solidaire », Matthieu Hély décèle le désengagement de la fonction publique et la dérégulation programmée du travail. Il faut en finir avec l'enchantement d'un monde associatif pris pour ce qu'il n'est pas (un compromis entre plusieurs logiques antagonistes) pour l'aborder comme ce qu'il est devenu : un marché du travail dont les acteurs précarisés ont perdu le statut naguère garanti par la fonction publique. »*

Alors, l'économie sociale ne serait finalement qu'un gentil pansement du capitalisme ? Un alibi qui justifierait en fait la désertion des aides publiques ? Une manigance du système pour faire passer des réformes néolibérales ? En tout cas, ce que pointe cette critique, c'est bien une des dérives possible de l'économie sociale : se contenter de ramasser les décombres d'un système excluant, en le justifiant par la même occasion. Cependant, pour nous, l'économie sociale n'a pas cet objectif : il s'agit d'une proposition alternative au capitalisme et à ses valeurs néolibérales, une remise de l'économie au service de l'humain et de son environnement. Pour cela, il faut effectivement veiller à ce que l'économie sociale soit complémentaire à une intervention de l'Etat, mais qu'elle ne remplace pas un système de solidarité étatique nécessaire par ailleurs. Et nous le savons, le secteur public est bien mis à mal ces dernières décennies (notamment par une double politique de libéralisation et de privatisation²⁶). Par ailleurs, il est également important de rester vigilants à ce que l'idéal de l'économie sociale, la poursuite d'une certaine utopie et le fait que les travailleurs soient également souvent des militants ne provoquent pas une auto-exploitation, où, au nom d'une idée, on accepte des conditions de travail que l'on critiquerait par ailleurs.

Cela pourrait être tentant et plus simple d'appréhender cette question en estimant qu'il existe d'une part des entreprises qui poursuivent un but de lucre, et d'autre part, l'Etat ou des associations qui ont une finalité sociale. Cependant, la réalité est bien plus complexe. L'économie sociale pratique en effet une hybridation des ressources (issues du marché, de l'Etat ou encore ressources non-matérielles), ce qui en fait à la fois son intérêt mais aussi parfois sa fragilité (avec une tension entre le fait de trouver un équilibre financier et celui de remplir la finalité sociale qu'on s'est fixée).

QUE FAIRE MAINTENANT ?

Une question légitime se pose: que faire maintenant ? Comment s'approprier cette question du langage dans notre quotidien ? Tout d'abord, il peut être judicieux de commencer par créer individuellement votre propre liste de mots quotidiens (et n'hésitez pas à nous l'envoyer). Il

²⁵ M. HELY, « L'économie sociale et solidaire n'existe pas », La vie des idées, février 2008. URL : <http://www.laviedesidees.fr/L-economie-sociale-et-solidaire-n.html>

²⁶ Voir par exemple « Secteur public » in *Dictionnaire de l'autre économie*, sous la direction de Jean-Louis Laville et Antonio David Cattani, Desclée de Brouwer, 2005, p. 443.

peut également être intéressant de poursuivre la réflexion en groupe, dans vos organisations. Au sein d'une entreprise, se réapproprier notre langage, cela peut être prendre quelques heures pour réfléchir collectivement au sens des mots que l'on utilise, confronter les diverses définitions, essayer de comprendre les éventuelles différences (« *ah tu appelles cela comme ça ?* », « *non, ce n'est pas ça que je voulais dire* » etc.). Plus ambitieuse, une « démarche récit » qui vise à écrire nos propres histoires collectives (l'histoire de notre entreprise par exemple), avec notre propre langage peut être entreprise : face au récit quotidien de l'austérité et du « TINA » (There Is No Alternative), construisons d'autres histoires, qui ont pour fondement d'autres valeurs²⁷.

Peu importe la manière finalement, il nous semble important de se réapproprier notre langage. Pour que les mots d'aujourd'hui ne deviennent pas les maux de demain !

²⁷ La démarche « récit » a été construite avec déjà 3 entreprises d'économie sociale. L'étude SAW-B 2014 a été consacrée à ce projet : cf. « ... et qu'est-ce que ça change ? », téléchargeable sur www.saw-b.be. En 2015, d'autres collectifs citoyens rejoignent également la démarche.

LES ANALYSES DE SAW-B




Rédigées avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les analyses de SAW-B se veulent des outils de réflexion et de débat. Au travers de ces textes, SAW-B souhaite offrir la possibilité aux citoyens mais aussi, plus spécifiquement, aux organisations d'économie sociale de décoder – avec leurs travailleurs et leurs bénéficiaires – les enjeux auxquels ils sont confrontés dans leurs pratiques quotidiennes. Cette compréhension des réalités qui les entourent est essentielle pour construire, collectivement, les réponses et dispositifs adaptés aux difficultés rencontrées. Ces analyses proposent également aux travailleurs de l'économie sociale de poser un regard critique sur leurs pratiques et leurs objectifs mais aussi sur notre société, ses évolutions, nos modes de consommations, de production, de solidarité, etc.

Ces textes ne sont pas rédigés « en chambre » mais sont le résultat direct des interpellations des acteurs de terrain. Nous vous invitons à les prolonger en nous relayant vos interpellations, commentaires et propositions. Si vous le souhaitez, au départ d'un de ces sujets d'analyse, nous pouvons aussi co-organiser avec vous une animation sur mesure au sein de votre entreprise sociale ou de votre groupe citoyen.

Nos analyses sont disponibles sur notre site www.saw-b.be, à côté de nos études, où elles sont classées selon les thématiques suivantes :

- Contours, objectifs et fonctionnement de l'Economie sociale
 - o Définitions et objectifs de l'Economie sociale
 - o Fonctionnement de l'Economie sociale
 - o Démocratie économique et participation
 - o Frontières de l'Economie sociale
 - o Financement de l'Economie sociale
- Economie sociale et enjeux politiques
 - o Enjeux européens et internationaux
 - o Enjeux belges et régionaux
 - o Economie sociale et société
- Economie sociale et travail
 - o Insertion socioprofessionnelle
 - o Sens du travail
- Produire et consommer autrement
 - o Distribution et alimentation
 - o Logement
 - o Services
 - o Environnement
 - o Culture



SAW-B (Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises) est un mouvement pluraliste pour l'alternative économique et sociale. Créée en 1981, l'ASBL rassemble les femmes et les hommes qui construisent une économie centrée sur le respect de l'humain et de l'environnement et non sur le profit. Ses membres représentent plus de 300 entreprises sociales - soit 15 000 travailleurs - en Wallonie et à Bruxelles : des ASBL, des coopératives, des fondations et des sociétés à finalité sociale actives dans de nombreux secteurs tels la culture, la formation, la santé, les énergies, les services à la personne, ...

SAW-B vise à défendre, représenter et développer l'économie sociale et les entreprises qui la composent. Elle est reconnue comme agence-conseil par la Wallonie et comme acteur d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Toutes nos analyses sont sur www.saw-b.be.